

5052 H h 2 h / 16

712

(1939, 48)

Ventilation des différents éléments des prix payés dans les marchés

(s)	C.D.	5.12.39	28	III	
(s)	C.A.	16. 6.48	14	III	2°)

Ventilation des différents éléments des prix payés dans les marchés.

d'Administration du 16 juin 1948

QUESTION III - Marchés et commandes

2°) Marchés de réparation de matériel devenus résiliables  
par suite de la hausse des prix : fixation de nouveaux  
prix horaires)

p. 14

Ventilation des différents éléments des prix

.....  
M. MICHEL demande s'il ne serait pas possible de ventiler les différents éléments des prix payés, de façon à déterminer exactement le bénéfice de l'entrepreneur et la nature des frais généraux.

M. BOUTET répond que le Comité des Marchés s'est préoccupé de cette question et a demandé que toute justification utile soit apportée sur ce point; les renseignements recueillis par le Comité seront communiqués au Conseil.

Le Conseil approuve les marchés.



QU. III - Passation des marchés pendant  
les hostilités

(s) p. 28

M. ARON - Dans cette affaire, et il en sera probablement de même pour les grosses commandes qui vont être passées dans l'avenir, on discute le prix d'une manière serrée avec un certain nombre de fournisseurs, puis on traite en prenant ~~prix~~ pour base le prix le plus bas. En réalité, le fournisseur ne sait pas lui-même exactement quel sera son prix de revient. De plus, les services compétents n'ont pas toujours le temps ni la possibilité de vérifier en détail les estimations faites par les soumissionnaires. D'autre part, les marchés de la S.N.C.F. sont soumis au régime appliqué à ceux passés pour la Défense Nationale. Il en résulte que les décrets pris pour limiter les bénéfices des entreprises leur sont applicables.

En fait, je me souviens qu'à la fin de la guerre 1914-1918, j'ai eu à m'occuper <sup>des marchés</sup> de fabrications d'Aviation et j'avais été frappé de l'impossibilité où nous étions d'apprécier les prix établis par les fournisseurs. Aucun d'entre nous n'était capable de savoir la valeur exacte d'un moteur et nous étions entre les mains du constructeur. J'avais longuement étudié la question, mais je ne me souviens

pas des résultats obtenus; je crois cependant qu'on en avait obtenus de bons en s'entendant avec les fournisseurs pour prendre le contrôle complet de leurs dépenses. Cela ne constituerait <sup>pas</sup>, d'ailleurs, xxx actuellement, une sujétion nouvelle, puisqu'une vérification minutieuse doit être faite en vue du prélèvement prévu par les décrets sur la limitation des bénéfices.

En fait, je pense que la S.N.C.F. peut contrôler avec beaucoup d'exactitude les dépenses de construction de matériel, puisqu'elle en connaît la fabrication dans tous ses détails et je me demande si l'on ne pourrait pas envisager de traiter avec les fournisseurs, en partant d'un prix de revient consciencieusement établi, pouvant être revu contradictoirement en cours de fabrication, la S.N.C.F. garantissant à l'entreprise un bénéfice de X % sur les prix tels qu'ils seront finalement arrêtés.

M. GRIMPET - Cette formule ressemble beaucoup à celle des marchés CLAVILLE.



un prix plus élevé qui lui laissera, en tout état de cause, un bénéfice plus grand, même en en versant une partie à l'Etat.

M. Aron

Je maintiens mon point de vue en ce qui concerne la procédure d'ordre général dont j'ai parlé tout à l'heure. J'ai l'impression que les objections qui peuvent lui être opposées sont surtout d'ordre doctrinal.

M. GRIMPEST.— Elles sont surtout d'ordre pratique, parce que nous pensons tous que l'idéal serait de donner à chaque entrepreneur un bénéfice proportionnel au montant des travaux faits par lui.

en somme

M. ARON - Il s'agirait/d'une sorte de régie, mais les principes en sont déjà posés en ce qui concerne les rapports entre les entrepreneurs et l'Etat. J'ajouterai que, si les prix qui nous sont faits sont trop élevés, une partie du bénéfice ira au Trésor, ce qui n'est pas, en soi, une mauvaise chose, mais augmentera d'autant nos dépenses. Je reconnais, d'ailleurs, que si, à l'inverse, nous nous chargeons, d'accord avec nos fournisseurs, de contrôler leurs prix de revient pour notre propre compte, en limitant les bénéfices aux taux fixés par les décrets, le Ministère des Finances pourrait présenter des objections. Cette argumentation n'aurait cependant pas grande valeur à mes yeux dans le cas de la S.N.C.F., puisqu'il s'agit, en définitive, de la même caisse et j'ai l'impression que la procédure dont je viens d'esquisser les grandes lignes permettrait de gagner du temps <sup>et</sup> de se franchir de la gêne qui résulte pour nous de la nécessité de procéder à des appels à la concurrence.

M. LE PRESIDENT - Je reconnais parfaitement bien la question, pour avoir présidé la Commission instituée par le Ministère des Finances, en vue de mettre au point le régime des entreprises travaillant pour la Défense Nationale.

Le système que vous préconisez n'avait pas échappé à notre examen. C'est d'ailleurs celui qui est appliqué en Angleterre. Il multiplie les contrôleurs dans les usines, pour suivre toute la fabrication, ainsi que la comptabilité. Quand nous avons émis l'idée que l'on pourrait faire de même en France, les industriels ont élevé de telles protestations, que nous avons dû y renoncer. Ils tolèrent, en effet, la présence, dans leurs usines, de contrôleurs techniques pour vérifier les cotes des pièces ou la résistance des éprouvettes, mais ils protesteraient contre un contrôle étroit de leur

.....



comptabilité. Et cependant, puisqu'on a voulu limiter les bénéfices, il ne serait pas illogique de surveiller la formation de ce même bénéfice.

M. GRIMPRET - Le contrôle financier est très ~~difficile~~ difficile à exercer.

M. LE BERNERAI - Il faudrait pour cela disposer de spécialistes que nous n'avons pas.

M. ARON - Je demande, dans ces conditions, comment se fera le prélèvement sur les bénéfices prévu par les décrets. Il sera plus ou moins arbitraire.

M. LE PRESIDENT - Les agents des contributions directes sont extrêmement rompus à ce genre de travail.

M. LE BERNERAI - Une grosse difficulté se présente lorsque l'on veut faire une telle étude, c'est la ventilation à donner aux frais généraux. Quand il s'agit d'un industriel qui travaille uniquement pour l'Etat, cette ventilation ne se fait pas marché par marché, mais pour l'ensemble des commandes exécutées par l'industriel. Mais, dans notre cas, le problème est plus délicat, puisque le montant des frais généraux est ~~et~~ du même ordre de grandeur que les dépenses de main-d'oeuvre. Une modification de la répartition de ces frais généraux a immédiatement une répercussion importante sur le prix de revient.

Il y aurait un autre inconvénient à procéder de la sorte : c'est que nous arriverions à ne pas payer le même prix à nos divers fournisseurs.

M. GRIMPRET - Il ne me paraît pas impossible de fixer les frais généraux à une fraction forfaitaire des dépenses de main-d'oeuvre. C'est ainsi ~~qu'il~~ que l'on opérait pendant la

.....



dernière guerre, pour les fabrications d'obus.

M. LE PRÉSIDENT - Il s'agit là d'une fabrication pour laquelle le problème est plus simple.

M. ARON - Je n'ai pas l'impression qu'il soit beaucoup plus complexe, quand il s'agit de construire des wagons.

Je savais d'ailleurs à l'avance que l'application du système que j'avais en vue ne pourrait manquer de soulever de grosses difficultés. Mais toute la question est de savoir s'il est logique, en la matière, d'éliminer telle ou telle procédure parce qu'elle déplaît aux industriels français.

M. LE PRÉSIDENT - Je retiens une observation extrêmement juste qu'a formulée M. ARON, à savoir que, si le matériel que nous achèterons nous est facturé trop cher, le super bénéfice réalisé ainsi par l'industriel sera reversé au Trésor, alors que c'est la S.N.C.F. qui aurait dû en bénéficier.

M. ARON - Si vous avez confiance dans le contrôle fiscal, il n'y a qu'à passer un contrat avec le Ministère des Finances.

M. LE PRÉSIDENT - C'est malheureusement irréalisable.

M. GEMPRY - Je crois qu'il ne faut pas avoir une confiance excessive dans l'efficacité absolue du contrôle financier, mais plutôt dans les résultats de la bonne volonté et des efforts de chacun.

M. LE PRÉSIDENT - Ainsi que l'a dit M. LE BESNERAIS, la ventilation des frais généraux est très délicate, si l'on veut déterminer dans le détail la part des matières, de la main-d'œuvre qui entre dans chaque fabrication, ainsi qu'on le fait en Angleterre.

M. LE GÉNÉRAL - On n'y obtient ce résultat qu'en faisant appel à de nombreux contrôleurs formés progressivement, mais je ne dispose pas d'un personnel qui en soit capable.

M. GRIMPET - Est-ce que les résultats obtenus en Angleterre sont bons ?

M. GOY - Nous avons constaté que leurs prix sont beaucoup plus élevés que les nôtres.

M. ARON - Je crois que mon idée reste bonne malgré toutes ces difficultés et qu'il est des cas d'espèce où elle pourrait être mise en application.

M. LE GÉNÉRAL - Oui, au cas de construction d'un matériel de type nouveau. On opère d'ailleurs de la sorte pour la fabrication de certains prototypes.

M. LE PRÉSIDENT - Je sais que les industriels font une campagne contre le décret du 9 septembre limitant les bénéfices des entreprises industrielles et commerciales, et qu'ils voudraient qu'on en suspende l'application. Je crois qu'il faut résister, dans l'intérêt de la paix sociale. Le grand argument invoqué est que la comptabilité que l'on veut leur imposer est tellement compliquée que le personnel comptable réduit dont ils disposent <sup>depuis la mobilisation</sup> est insuffisant.

Je me demande comment l'on pourrait, dans ces conditions, trouver les spécialistes nécessaires pour exercer le contrôle dont parlait M. ARON.

M. ARON - Il y a un point qui m'échappe dans cette explication. L'Etat a décidé d'opérer un ~~imp~~ prélèvement sur les bénéfices des entreprises. Il y aura donc un contrôle, et c'est en pratique à l'Administration des Finances qu'il appartiendra de calculer le bénéfice réalisé.

.....



Rien ne me paraît s'opposer, dans ces conditions, à ce que la S.N.C.F. s'entende avec ses fournisseurs pour que leur bénéfice soit limité au pourcentage maximum admis par les Pouvoirs Publics. Si les prix proposés avaient pour effet de procurer à l'industriel un bénéfice dépassant ce pourcentage, ils seraient diminués d'autant.

M. BERTHELOT - Le contrôle de l'Administration des Finances portera sur le bénéfice global et non sur celui réalisé dans tel ou tel marché.

M. CHIMPERE - Il paraît, en effet, difficile de différencier le bénéfice pour chaque fabrication.

M. GOY - D'autant que les industriels peuvent perdre sur certaines fabrications.

D'ailleurs, si l'on compare les prix demandés par les constructeurs français, anglais et italiens, on constate que ce sont les premiers qui nous font les offres les plus avantageuses. Cela me paraît constituer la meilleure réponse.

M. ARON - Etant donné l'importance des commandes de la S.N.C.F., les industriels intéressés pourront-ils faire autre chose ?

M. BERTHELOT - Certainement, pour des Sociétés comme la Franco-Belge.

M. LE PRÉSIDENT - Non seulement la détermination des bénéfices marché par marché n'est pratiquement pas possible, mais, le serait-elle, elle n'est pas équitable. Certains marchés ne donnent lieu, en effet, à aucun bénéfice. J'ai vu, récemment, un industriel qui avait travaillé pour la marine et perdu 15 M. sur une affaire de 100 M. Les industriels n'accepteront jamais une telle manière de faire.



M. ARON - Un industriel qui risque d'être en discussion avec l'Administration des Finances pendant de longues années ne paraît avoir tout intérêt à ce que la situation soit réglée immédiatement, comme on verrait le cas si l'on appliquait la procédure que j'ai suggérée.

M. BERTHELOT - Le prélèvement doit se faire dans un délai de deux ans après la clôture de l'exercice.

M. ARON - En fait, cependant, le Parlement s'occupe encore de la révision des bénéfices de la dernière guerre.

M. LE PRÉSIDENT - C'est exact, mais les bases adoptées maintenant ne sont plus les mêmes et les règlements définitifs seront, je pense, beaucoup plus rapides.

M. ARON - En définitive, on pourrait presque dire que, puisque les bénéfices de nos fournisseurs sont limités, les prix que nous aurons à payer n'ont pas une importance.

~~~~~

M. LE PRÉSIDENT - Si nous n'étions pas pressés par le temps, je demanderais au Directeur Général d'étudier l'application des décrets sur la limitation des bénéfices dans leur esprit qui est d'intéresser les industriels à la réduction de leur prix de revient.

M. LE BRESNAIS - Cette application est bien difficile à mettre en œuvre, faute d'une base de comparaison solide. Nous nous exposons, en effet, à ce que le constructeur demande